

Canicule : patronat et gouvernement n'ont rien fait, ne font rien... mais la ramènent quand même !

La semaine dernière, un bus de la RATP a percuté un arbre, porte de Saint-Cloud à Paris : le conducteur avait perdu connaissance du fait de la chaleur. Il faut dire que, selon notre camarade Selma Labib, conductrice de bus et candidate du NPA-Révolutionnaires à la prochaine présidentielle, « *les surfaces dans les bus – les plastiques, les sièges, le volant – dépassent largement les 40 °C : on a pris des mesures de températures jusqu'à 47 °C au poste de conduite, et jusqu'à 59 °C sur les pare-brise à l'arrière* ».

Dans les hôpitaux, les Ehpad, les écoles, la situation est insupportable pour le personnel, et pire encore pour les malades, les personnes âgées, les enfants, particulièrement fragiles. À Rueil, des lycéens ont passé les oraux du bac de français dans un parking souterrain ! Et la situation dans les hôpitaux devient critique avec l'afflux de personnes en détresse du fait de la canicule.

Quand il s'agit de « répondre » à un acte de violence, les Darmanin, les Retailleau se dépêchent de sortir une loi de circonstance. Mais là, comme par hasard, l'idée ne leur vient pas de sortir un décret interdisant le travail dès que la température dépasse 28 °C, comme l'a réclamé la CGT. Non, bien au contraire, Jean-Pierre Farandou, le ministre du Travail, a déclaré : « *On ne va pas mettre le pays à l'arrêt parce qu'il fait 30 degrés.* » C'est surtout la pompe à profits qu'il ne veut pas arrêter ! Le genre de déclaration qui met en rage et donne envie d'arracher son auteur à son bureau climatisé et l'envoyer bosser sur un toit en plein soleil !

Dans le concert des « circulez, y'a rien à voir », il ne manquait que Macron, qui s'est dépêché de vanter son action dans ce domaine pendant ses deux mandats. Comment se fait-il alors que, alors que les experts alertent depuis 35 ans sur le réchauffement climatique et les adaptations à mettre en place, les Ehpad, les hôpitaux, les écoles, les transports publics ne soient pas correctement isolés, climatisés quand nécessaire ? La végétalisation des cours de récréation dans les écoles, l'isolement des bâtiments, la débétonisation des surfaces urbaines : où et quand s'en est-il occupé ? Au contraire : le budget du « Fonds vert » – destiné, justement, à la transition climatique – a été divisé par trois, alors qu'il n'était de toute façon pas à la hauteur. Et, le 28 mai dernier, en

plein milieu de la première canicule, le gouvernement a décidé de dissoudre un groupe de recherche sur la transition écologique, l'Epau ! Tout ce que Macron a fait, c'est tailler dans le budget des hôpitaux, des écoles pour pouvoir dégager de quoi arroser ses amis du grand patronat : pendant que les services publics partent à vau-l'eau, chaque année, l'État dépense, selon un rapport du Sénat, 211 milliards, en subventions diverses au patronat.

Comme pendant la pandémie de Covid-19, c'est à nous de nous débrouiller pour faire face. Dans certaines entreprises, comme Stellantis, les travailleurs ont cessé le travail. Ailleurs, ils ont exercé leur droit de retrait. Dans les hôpitaux ou les Ehpad, le personnel demande des coupures et des journées de travail réduites ainsi que du matériel pour préserver un public particulièrement fragile.

Cette société dégouline de richesse, une richesse que nous produisons : c'est nous qui devrions décider de son emploi, notamment pour mettre en place les nombreuses solutions que les scientifiques du climat proposent.

Nous travaillons et nous produisons tout : c'est à nous décider quand, comment et si l'on doit bosser. Alors, pas question de risquer notre santé et celle des personnes dont nous avons la charge en travaillant comme si de rien n'était !

Lapi n'est pas ton ami

Le directeur a dû penser que l'effort nous était insupportable de badger pour ouvrir les barrières des parkings. Il s'est donc mis en tête de déployer un système de lecture automatisée des plaques de tous les agents. Un système qui va sans doute coûter cher, sans résoudre aucun des problèmes de stationnement. Quitte à jeter l'argent par les fenêtres, il aurait pu embaucher des voituriers !

L'argent des barrières dans des clim' !

Il n'y a pas que le bâtiment qui est vétuste, le réseau de refroidissement de l'hôpital n'est tout simplement pas capable de répondre aux fortes chaleurs. Comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, l'hôpital n'a qu'un stock limité de climatiseurs portables et de ventilateurs. Ceux-ci sont distribués en priorité dans les chambres des patients, ce qui s'entend, mais pour nous, pas de solutions. Les recommandations du CHU en cas de canicule conseillent d'étendre du linge dans une pièce et de faire souffler un ventilateur dessus ; l'évaporation qui en résulte ferait diminuer la température. Du linge humide, on peut en trouver, pour brasser de l'air, on ne manque pas de chefs !

Une piscine à l'hôpital

Dans un des bâtiments techniques proche du bâtiment gris, cela fait plusieurs jours que de l'eau s'accumule et stagne sur le toit. Suffisamment d'eau pour pouvoir s'y baigner mais, malheureusement, on n'a pas trouvé d'échelle pour y accéder. À défaut d'avoir la plage, nous aurons les moustiques.

Ça ne s'améliore pas, ça empire !

Dans le centre de gérontologie de Bellevaux, la colère monte. La direction du CHU est tout à fait incapable de répondre aux besoins des équipes. Vu la gestion qu'elle fait de l'hôpital, il aurait été surprenant qu'elle fasse fonctionner correctement un Ehpad.

Urgences débordées

Avec les fortes chaleurs, les urgences sont de plus en plus souvent débordées. Les patients sont entassés sur des brancards dans les couloirs et doivent attendre parfois plus de sept heures pour voir un médecin. Sans parler de la chaleur qu'il y fait. Il ne vaut mieux pas être malade par les temps qui courent.

Embrasement au 115

C'est la troisième grève dans l'année scolaire pour le Samu social de Paris, portée majoritairement par les écoutants 115. En plein plan grand froid déjà, elles et

ils dénonçaient le manque criant de collègues pour répondre au téléphone, et de places pour répondre aux demandes. Le 23 juin une nouvelle grève a démarré. Elle est cette fois reconductible. La direction du Samu social annonce la suppression de 1200 places en hôtel par la préfecture de Paris. Et ce serait aux écoutants d'annoncer aux personnes accueillies leur expulsion... Alors qu'ils dénoncent depuis des mois des conditions de travail désastreuses, c'est dans des bureaux surchauffés à plus de 30 degrés depuis plusieurs semaines que l'annonce tombe. Résultat : pas un écoutant sur le plateau du 115 le matin du 23 juin.

Contre la canicule envoyons... la police

Mardi dernier, sous une canicule à plus de 40 °C, quinze policiers et cinq fourgons envahissent un quartier populaire de Clermont-Ferrand. Leur mission : enlever une piscine autoportante achetée 140 euros par des jeunes pour se rafraîchir. La scène, relayée massivement sur les réseaux sociaux, déclenche la polémique. Pourtant, deux jours plus tard, jeudi 25 juin, rebelote. La police intervient à nouveau dans le même quartier. Cette fois, les jeunes avaient installé la piscine sur la pelouse. Là encore, elle est saisie. Des interventions qui ne peuvent que réchauffer la température... sociale.

Mortalité dans les camps de Trump

Un rapport révèle une hausse de 140 % de la mortalité dans les centres de détention de l'ICE entre 2025 et 2026. Au moins 52 personnes sont mortes dans ces camps. L'ICE détient actuellement plus de 60 000 personnes et les autorités prévoient d'augmenter la capacité des centres jusqu'à 90 000 places d'ici à la fin de 2026. Il s'agit de véritables camps de concentration où les détenus n'ont aucun droit, subissent systématiquement des mauvais traitements de la part de leurs gardiens, sont souvent privés de soins médicaux, voire de nourriture. L'Amérique trumpiste dans toute son horreur.

Des racistes qui s'en donnent à cœur joie

Une vidéo circule depuis plusieurs jours sur les réseaux sociaux. Elle montre un groupe de jeunes, verre à la main, dans le fumoir d'une discothèque de Rodez en train d'entonner un chant raciste à la gloire de Marine Le Pen dont le refrain est : « *Marine au pouvoir, les Arabes à l'abattoir* ». Interrogée sur France Culture, la cheffe du Rassemblement national s'est dédouanée en affirmant qu'elle n'avait rien à voir avec ça. Il n'empêche. Que de jeunes abrutis associent sans problème son nom à la chasse aux Arabes démontre une fois de plus les limites de la « dédiablement » du RN qu'elle a entreprise.